

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

N° Projet : 25-029

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE

Objet du marché

Guyane – Rémire Montjoly – Assistance à maîtrise d'ouvrage à la rédaction d'un nouveau dossier réglementaire IOTA pour la base navale de Dégrad des Cannes

CLAUSES ADMINISTRATIVES

I OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Préliminaire : le Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 mis à jour est applicable au présent marché.

I.1. Objet du marché

Assistance à maîtrise d'ouvrage à la rédaction d'un nouveau dossier réglementaire IOTA [Autorisation] pour la base navale de Dégrad des Canes dans le cas de la réactualisation d'un plan de gestion pluriannuel de prélèvements pour des opérations de dragage et de désensablement de la zone d'appontement de l'unité Marine sur la commune de Rémire-Montjoly en Guyane Française.

La maîtrise d'œuvre est assurée par la section gestion technique du patrimoine (SGTP) de la DID de CAYENNE.

I.2. Contraintes relatives au lieu d'exécution

I.2.1. Le titulaire du marché devra fournir la liste des personnels

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste devra comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou une copie de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-23 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Le maître d'œuvre peut exiger l'éviction des chantiers, ateliers ou bureaux de toute personne employée par l'entrepreneur.

I.2.2. Obligation de discrétion

Le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG PI. Le personnel de l'entreprise devra respecter les consignes générales et particulières de l'établissement.

I.3. Dispositions générales

L'ensemble des travaux sera rémunéré à prix forfaitaires.

Les prestations sont décrites dans le présent document (clauses techniques).

I.3.1. Représentation du titulaire ou du groupement

Les modalités de représentation du titulaire ou du groupement sont conformes aux articles 3.4 et 3.5 du CCAG PI.

En cas de groupement conjoint le mandataire est solidaire des autres membres.

I.3.2. Forme de notifications des documents et informations

Conformément à l'article 3.1 du CCAG PI, la notification des documents ou informations qui font courir un délai est réalisée par échanges dématérialisés avec accusé réception (messagerie électronique).

Toutes les autres notifications de documents et informations (ne faisant pas courir de délai) émanant du représentant du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre (notamment les ordres de service) seront également transmises au titulaire par échanges dématérialisés.

Le titulaire du présent marché est tenu de fournir dès la notification du présent marché :

- une **adresse électronique accessible en permanence** par la personne désignée dans l'acte d'engagement et signataire du marché, agissant pour le compte du titulaire ;
- éventuellement une autre adresse électronique accessible en permanence par la personne désignée par l'entreprise et responsable du suivi des travaux, objet du présent marché.

Les modalités détaillées relatives aux formes à adopter pour les correspondances dématérialisées (règles de message, ...) sont arrêtées par le maître d'œuvre au plus tard lors de la période de préparation.

Le titulaire du marché est tenu d'accuser réception de chaque mail dans les vingt-quatre heures (si jour ouvrable) de la réception. L'accusé de réception des mails parvenus la veille d'un jour chômé, férié est réalisé lors du premier jour ouvrable suivant.

Important : l'accusé de réception mentionné précédemment ne vaut pas retour de l'ordre de service sans réserves : **le titulaire dispose de quinze jours calendaires à compter de la notification pour faire parvenir les éventuelles réserves à l'ordre de service concerné sous forme dématérialisée (messenger électronique), par la poste en recommandé avec accusé de réception ou contre récépissé.**

Les dispositions relatives aux échanges dématérialisés peuvent être modifiées ou complétées par ordre de service ou par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

I.4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti et fera l'objet d'un marché unique.

II. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Conformément à l'article 4.1 du CCAG PI, l'ordre de priorité des pièces constitutives du marché est le suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes dont la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché.

OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. L'obligation de résultat est définie par le présent document et pour les pièces générales du marché. Le titulaire exécute comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages dans les chapitres afférant du CCP, et dans le respect de l'obligation de résultat.

III. MODALITE DU REGLEMENT

III.1. Prix

Les prix sont fermes actualisables. Les prix remis par les soumissionnaires sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des prestations.

III.1.1. Montant du marché

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix forfaitaire.

III.1.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé " mois zéro ".

III.1.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index désigné ci-après :

Index	Définition
ING base 2010	Ingénierie - <i>Identifiant</i> : 001711010

Publié(s) au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index (et pour information au Moniteur des travaux publics et du bâtiment et consultables sur le site <https://www.insee.fr>)

III.1.4. Modalités de variation des prix actualisables

$$Pa = P0 \times (Im-3 / I0)$$

Avec :

P0 : Prix initial du contrat

Pa : Prix actualisé

I0 : Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

Im-3 : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des travaux.

III.1.5. Application de l'octroi de mer - Droit additionnel à l'octroi de mer

Le marché étant conclu « toutes taxes comprises », les montants des acomptes et du solde sont calculés avec les prix du marché comprenant l'ensemble des charges fiscales dont l'octroi de mer.

III.1.6. Montant sous-traité désigné au marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subcllic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2.2 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

III.2. Avance

L'avance sera de 30 %. Les conditions du code de la commande publique s'appliquent. Elle sera versée à la notification du marché.

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement à l'article D s'il refuse ou accepte ladite avance.

Les sous-traitants éventuels du titulaire peuvent également percevoir une telle avance, sur leur demande, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse 50 000 € HT.

Si le délai initial N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 30% du montant initial du marché.

Il est égal au montant initial de l'avance multiplié par 12 / N, si le délai N dépasse 12 mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations facturées atteint 55 % du montant initial. Le remboursement s'effectue sur les factures. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 85 %.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs en groupement les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutés directement par le mandataire et par les cotraitants.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé, ni actualisé.

III.3. Règlement

III.3.1 Mode d'évaluation des prestations

Les prix du marché sont établis TTC.

Ils sont réputés comprendre notamment :

- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'admission complète des prestations ;
- les frais de déplacement ;
- tous les frais d'assurances permettant au titulaire de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage, du RPA et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations ;
- les frais découlant de la prise en compte des contraintes opérationnelles et des restrictions d'accès au site ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- le temps passé pour les éventuelles visites et la participation aux réunions diverses (réunions d'avancement, etc.) comprenant la rédaction des comptes rendus, (y compris les frais de déplacements et d'hébergement).

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont rémunérées en euros.

III.3.2 Modalités de règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet de paiements partiels dans les conditions suivantes :

- après admission de chacune des prestations ;

Les prestations ne peuvent faire l'objet de paiements partiels définitifs qu'après leur achèvement total et leur admission par le représentant du pouvoir adjudicateur conformément à l'article IV du présent CCP.

Les demandes de paiement seront établies impérativement avec une facture.

Paiement partiel :

Pour l'application des dispositions de l'article 11.7 du CCAG PI, chaque prestation donnera lieu à paiement partiel définitif.

Facture partielle :

Après admission des prestations, le titulaire remet à la personne signataire du marché une facture des sommes dont il demande le paiement. Cette facture comporte notamment une récapitulation des sommes déjà versées, éventuellement, le montant du solde restant dû.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la facture.

Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif.

Solde :

Facture finale :

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article IV du présent CCP, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une facture finale correspondant aux prestations fournies.

Cette facture présentera un récapitulatif des paiements partiels déjà réglés ainsi que du solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif correspondant à la dernière prestation réalisée.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la facture finale. Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif.

Facturation :

Le titulaire adressera ses factures et

le service fait établi par la DID par voie dématérialisée sous chorus pro suivant l'adresse ci-dessous : suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le code du service exécutant à saisir est le suivant : D04115J973.

SIRET : 13000190200244 ETAT.

Pour toute information concernant la mise en œuvre de la dématérialisation via le portail Chorus-pro et le paiement des factures, les titulaires peuvent au besoin contacter la cellule régulation au 05.94.39.57.45, ou par mail, à l'adresse dicom-guf-dm-regulation.referent.fct@intradef.gouv.fr.

III.4. Délais et pénalités

III.4.1. Notification des délais

La notification des délais sera faite par ordre de service.

III.4.2. Délai d'exécution

Les prestations seront exécutées dans un délai de trois (3) mois, hors délais d'instruction du dossier du dossier IOTA.

Le planning prévisionnel souhaité se déroulera comme suit.

- 2 semaines « saisine »
- 8 semaines réalisation étude d'impact
- 5 semaines réalisation et dépose d'un dossier Loi sur l'eau rubrique 4.1.3.0-3 au titre d'une autorisation [A] et potentiellement un dossier ICPE relatif au stockage tampon des sables.

Ces 3 délais ne sont pas contigus et peuvent être interrompus (délais de mise en œuvre des procédures).

Date de livraison : La prestation sera réalisée au plus tard pour le 05/03/2026. Cette date correspond à la dépose du dossier IOTA en ligne pour le compte du pétitionnaire (qui aura été validé au préalable par AE* du MINARM).

III.4.3. Pénalités

III.4.3.1 Travail dissimulé et sous-traitance

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Tout sous-traitant doit être déclaré et agréé préalablement à son intervention auprès de la personne responsable du marché, via un acte spécial.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 2 500 €/personne irrégulière, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Dans le cas où il s'avèrerait que la sous-traitance occulte relève d'une initiative d'un sous-traitant (sous-traitance indirecte non déclarée), le titulaire du présent marché sera tenu de résilier le sous-traité et d'exclure le sous-traitant ayant introduit sur le chantier de façon illicite l'entreprise occulte.

En conséquence, le titulaire sera tenu d'inclure dans l'acte spécial de chacun des sous-traitants qu'il proposera une clause relative à la résiliation du sous-traité et à de l'acte spécial dans le cas où le sous-traitant serait responsable d'une intervention d'une entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation et de l'agrément des conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

III.4.3.2. Retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de non-respect du délai d'exécution les pénalités seront de 50 € HT par jour de retard.

IV. Admission des prestations techniques

Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, l'admission de chacune des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent et qu'après que le titulaire du marché ait rempli toutes ses obligations, le tout validé par une décision d'admission (EXE 3).

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, la décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents ou avis sera notifiée au titulaire dans le délai de 15 jours à compter de la remise complète des documents se rapportant à la partie technique concernée.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-avant, la prestation est considérée comme refusée avec effet à compter de l'expiration du délai, **par dérogation à l'article 29 du CCAG PI**.

En cas de rejet ou d'ajournement, le représentant du maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire du marché des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-avant.

IV.1 Réception des documents

Les documents d'études sont remis par le titulaire au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le titulaire doit remettre un exemplaire informatique (format PDF).

Opérations de vérification :

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au marché.

Les documents d'études mentionnés au CCP seront, après vérification, acceptés ou refusés par le représentant du maître de l'ouvrage. En cas de non-acceptation, le titulaire devra reprendre ses études gratuitement sans pouvoir prétendre à indemnité.

En cas d'acceptation avec observation sur les études par le maître de l'ouvrage, le titulaire sera invité à reprendre certains éléments dans un délai inférieur à 15 jours calendaires à compter de la notification des remarques par le conducteur d'opération. Le titulaire encourt de nouveau les pénalités pour retard spécifiées ci-avant s'il dépasse ce nouveau délai.

Achèvement de la mission :

L'admission de la mission est prononcée par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations et uniquement après validation de l'ensemble des documents dus au titre de sa mission.

Conformément à l'article 29.4, en cas de rejet des prestations par le RPA, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.

V. LABEL ET CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE

Label

Le ministère des Armées a obtenu le label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 : 2017 "achats responsables – lignes directrices" délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats.

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à cette norme et aux exigences de la charte "relations fournisseurs responsables (RFR) et label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte " relations fournisseurs responsables (RFR) ", puis le dépôt d'un dossier de candidature au label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) " et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que les mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche – pour toute information : site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Certificat de bonne exécution

Le ministère des Armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire ;
- « ... ».

VI. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées.

Modification des clauses de variation (révision, actualisation) des prix en cas de suppression ou modification d'index, d'évolution des variations supérieures aux clauses butoir

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation des prix du présent marché public peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

- si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être modifié,
- si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être supprimé ou remplacé, ou cessait de faire l'objet de publication telle que précisée à l'article III.1.4 du présent CCAP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

Les modifications seront actées par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur ou les modifications seront actées par avenant.

Substitution d'un nouveau titulaire lorsque le titulaire est visé par une procédure collective, et dans le cas de silence de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur à la suite de sa mise en demeure par l'acheteur

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation du titulaire, si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire, mis en demeure par l'acheteur, ne répond pas dans le délai fixé à l'article L.622-13 du code de commerce en cas de redressement judiciaire, ou à l'article L.641-10 du code du commerce en cas de liquidation judiciaire, ou bien, s'il renonce à poursuivre les obligations contractuelles, l'acheteur a la possibilité de modifier le marché public dans les conditions suivantes :

- l'acheteur a la possibilité de substituer au titulaire initial un nouveau titulaire justifiant de capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale ;
- le décompte des prestations effectuées au titre du marché par le titulaire initial est établi par l'acheteur qui en informe l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire initial.

La substitution fait l'objet d'un avenant de transfert.

L'acte modificatif intègre le décompte de prestations précité, notifié au titre du transfert du marché.

Si la présente clause ne peut être mise en œuvre, il est fait application des dispositions des articles du CCAG relatifs à la résiliation du marché.

Substitution sur demande du titulaire d'un nouveau titulaire en raison d'impossibilité de poursuivre les prestations du marché

Sur demande expresse, le titulaire peut solliciter de l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire en cas d'impossibilité à poursuivre l'exécution des prestations du marché (hormis les difficultés d'exécution mentionnées à l'article 38.1 du CCAG de Prestations Intellectuelles).

Le titulaire transmet sa demande à l'acheteur en exposant les motifs accompagnée d'un dossier de présentation de l'opérateur économique de substitution, comportant l'ensemble des documents de candidature requis lors de la consultation.

Le titulaire de substitution doit impérativement justifier des capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale.

L'acheteur peut, quel que soit le motif, opposer un refus à la substitution d'un nouveau titulaire, au titre de la présente clause de réexamen.

L'acheteur notifie au titulaire initial dans un délai de 15 (quinze) jours maximum après réception de la demande, sa décision d'acceptation ou de refus du titulaire de substitution.-

Le titulaire de substitution reprend l'intégralité des obligations du marché. Il est responsable envers l'acheteur de l'éventuel passif imputable au titulaire initial trouvant son origine avant la prise d'effet de la substitution.

La substitution ne peut, en aucun cas, intervenir avant le début de l'exécution des prestations du marché.

La modification fait l'objet d'un avenant de transfert sans incidence financière.

En cas de refus, l'acheteur met en demeure le titulaire initial de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCAP et du CCAG relatifs à la résiliation.

Prise en compte d'éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout événement conduisant à modifier significativement les modalités d'exécution du contrat ou d'un bon de commande

Lorsque, sans que l'exécution du marché ou d'un bon de commande soit suspendue, le titulaire est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, il a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, des prestations, lorsque la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

À ce titre, le titulaire doit, tout en poursuivant l'exécution, même partielle, du contrat, informer le représentant du pouvoir adjudicateur et lui fournir, sous 10 jours après l'apparition du fait générateur, les documents détaillés et circonstanciés justifiant le surcoût par rapport à sa situation financière.

L'indemnité ne saurait couvrir les surcoûts indirects, tels que notamment, la sous couverture des frais généraux, le manque à gagner, les pertes de cadence, les pertes de rendement ou les pertes de productivité.

Dans ce cadre, un avenant sera établi sur la base, notamment, des documents de prix détaillé fournis par le titulaire à l'appui de son offre et de tout justificatif nécessaire relatif à la mise en œuvre des mesures pour la bonne exécution du contrat.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de refus par l'acheteur, celui-ci met en demeure le titulaire de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCP et du CCAG relatifs à la résiliation.

Modification du périmètre technique

En cas de modification du périmètre technique, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) en informe le titulaire. Le RPA établit, dans le cas où le marché comporte une partie sur prix forfaitaires, une nouvelle décomposition ou un nouvel état des prix prenant en compte la modification concernée et la notifie, avec sa décision de modification, au titulaire par ordre de service.

VII. LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires non français.

L'article R312-1 du Code de justice administrative (CJA) donne compétence au tribunal administratif du lieu où le contrat a été signé par l'autorité publique lorsque l'exécution du contrat s'étend au-delà du ressort d'un tribunal administratif.

Instance de recours :

Tribunal administratif de Cayenne 7, rue Victor Schœlcher, 97300 Cayenne, tél. : 05-94-25-49-70,
Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr,
Ou : <https://citoyens.telerecours.fr>

Médiation :

COMITE CONSULTATIF DE RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En application de l'article R 2197-1 à 25, en cas de différend concernant l'exécution des contrats publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret. Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

Les coordonnées du service de médiation sont :

minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr ou 09-88-68-19-25 et 06-07-48-31-44.

VIII. DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

- L'article IV déroge à l'article 29 du CCAG PI ;
- L'article IV déroge à l'article 28.2 du CCAG PI ;

CLAUSES TECHNIQUES

Sous réserve de compléments d'informations à fournir à l'administration en charge d'instruire le présent dossier.

Le titulaire a pour mission de porter et d'instruire un nouveau dossier Loi sur l'eau correspondant au besoin de désensablement de la base navale de Dégrad des Cannes pour le compte du pétitionnaire.

Les enjeux de cette mission d'assistance technique en environnement portent sur le maintien de l'activité des armées (incluant en particulier des missions d'intérêts de Défense) de la base navale de Dégrad des Cannes implantée sur la commune de Rémire-Montjoly.

I - Informations sur le pétitionnaire et responsable de l'installation IOTA (Nom, adresse)

Monsieur le commandant de la base navale de Dégrad des Cannes

Base de défense de Guyane

Base navale de Dégrad des Cannes

CS 56019

97 306 Cayenne Cedex

Le pétitionnaire validera au fil de l'avancement le renouvellement des autorisations existantes. Le titulaire aura en particulier pour mission de réaliser les démarches utiles et nécessaires à l'obtention d'un nouvel arrêté du plan de gestion annuel des opérations de dragage.

II - Référence IOTA (installation, Ouvrage travaux ou activités) à faire évoluer

Récépissé du 18/11/2022 transmis par courrier de la DTIE le 29/11/2022 n°1D22020064 ARM/SGA/DTIE/SDIE2D/DDE/BIC, informant le déclarant de la validité de son autorisation et de la date de début des travaux sur une durée maximale de 10 ans.

Dossier IOTA instruisant les limites du plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage dans le chenal du MAHURY, situé dans la zone portuaire de la base navale de Dégrad des Cannes, sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly. Les travaux de dragage constitutifs de ces aménagements relèvent de la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

La rubrique concernée, annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Localisation	Rubrique	Intitulé rubrique	Critère	régime	Arrêtées de prescriptions générales
Base de défense de Guyane Zone portuaire Base navale de Dégrad des Cannes 97354 Rémire-Montjoly N°G2D : 973 309 501 V	4.1.3.0-3-b	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin : Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : Et dont le volume in situ dragué au cours des 12 mois consécutifs est supérieur ou égale à 5000 m3 sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord et à 500 m3 ailleurs ou lorsque le rejet est située à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marines, mais inférieur à 500 000 m3.	40 000 m3/an	D	23/02/01

Les plans de gestion des dragages sont actuellement soumis à un régime de déclaration. La présente déclaration prendra fin le 21 juin 2031, en même temps que l'autorisation environnementale à laquelle elle est adossée.

La situation environnementale ayant évoluée. Le pétitionnaire souhaite faire évoluer le dossier la présente déclaration vers un dossier d'autorisation à 120 000 m3 par an.

III - Localisation (commune, parcelle, coordonnées Lambert)

Dans le périmètre d'intervention.

Voies d'eau	Zone de sédimentation	Type de voies d'eau	Bief	Coordonnées UTM CSG 1967 (IGN 1995)	Coordonnées UTM CSG 1967 (IGN 1995)	Commune
FRKT063 MAHURY Masse d'eau de transition Zone sous AOT MINARM Incluant Zone portuaire Base navale de Dégrad des Cannes / Base de défense de Guyane N°G2D : 973 309 501V	FRKG101 socle bouclier Guyanais	Masse d'eau de transition – en entrée d'estuaire du MAHURY POLYHALINE	Le Mahury (91—0200)	<u>Limite gauche</u> <u>Point n°1</u> <u>X 359 481.44</u> <u>Y 536 493.44</u> 52°16'2,624"W 4°51'12,751"N <u>Point n°2</u> <u>X 359 400.00</u> <u>Y 536 150.00</u> 52°16'4,624"W 4°51'6,937"N <u>Point n°3</u> <u>X 359 250.00</u> <u>Y 536 150.00</u> 52°16'9,483"W 4°51'1,556"N	<u>Limite droite</u> <u>Point n°6</u> <u>X 359 611.95</u> <u>Y 536 491.27</u> 52°15'57,755"W 4°51'12,689"N <u>Point n°5</u> <u>X 359 696.00</u> <u>Y 536 310.00</u> 52°15'54,950"W 4°51'6,793"N <u>Point n°4</u> <u>X 359 920.00</u> <u>Y 536 080.00</u> 52°15'47,730"W 4°50'59,317"N	97306 Rémire-Montjoly

IV - Conditions actuelles de fonctionnement et d'évolutions

Le littoral guyanais est une des côtes les plus dynamiques de la planète. Elle fait partie intégrante du système de dispersion des sédiments de l'Amazone. Les sédiments sont charriés via des structures côtières nommées « bancs de vases ». Ces bancs de vase avancent à une vitesse maximum de 3 km/an en moyenne en Guyane. Les bancs de vase subissent des processus de migration transversaux et longitudinaux en fonction de la houle, de la configuration de la côte, de la nature de la vase, des courants. Ainsi, des secteurs dits « d'inter-bancs » subissent des phénomènes d'érosion, tandis que d'autres secteurs profitent d'une accrétion. La migration des bancs de vase implique que la mangrove est mobile en fonction de la poussée des sédiments.

Annuellement, la base navale de Dégrad des Cannes engage des opérations de dragage, principalement du désenvasement et dernièrement depuis 2025, engage de grande opération de désensablement de son appontement, dont la position favorise une accrétion rapide et élevée de son stationnement maritime.

V - Nature et justification de la demande de modification de l'IOTA actuel

En application des dispositions de l'article R 214-40 du code de l'environnement, toutes modifications apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance de la direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement. En se référant à diverses études du phénomène (cf. annexe 6), l'actuel hydrodynamisme de l'estuaire est vecteur de grands changements et générateur d'un phénomène naturel d'ensablement de la base navale de Dégrad des Cannes. La dynamique de l'ensablement et de progression rapide de la berge pose problème, la base navale étant implantée sur un banc sableux par nature très mobile (flèche sableuse). Cet ensablement se fait de manière pluri-décennale avec une tendance continue de progradation de la berge. Les phases d'engraissement s'opèrent par à-coups, en fonction des coups de mer de secteur NE, qui génèrent un transport sédimentaire de l'aval vers l'amont du fleuve, et de l'arrivée de sable du secteur.

Sous réserve de compléments d'informations à fournir à l'administration en charge d'instruire le présent dossier.

Le titulaire a pour mission de porter et d'instruire un nouveau dossier Loi sur l'eau correspondant au besoin de désensablement de la base navale de Dégrad des Cannes pour le compte du pétitionnaire.

Les enjeux de cette mission d'assistance technique en environnement portent sur le maintien de l'activité des armées (incluant en particulier des missions d'intérêts de Défense) de la base navale de Dégrad des Cannes implantée sur la commune de Rémire-Montjoly.

VI - Informations sur le pétitionnaire et responsable de l'installation IOTA (Nom, adresse)

Monsieur le commandant de la base navale de Dégrad des Cannes
Base de défense de Guyane
Base navale de Dégrad des Cannes
CS 56019
97 306 Cayenne Cedex

Le pétitionnaire validera au fil de l'avancement le renouvellement des autorisations existantes. Le titulaire aura en particulier pour mission de réaliser les démarches utiles et nécessaires à l'obtention d'un nouvel arrêté du plan de gestion annuel des opérations de dragage.

VII - Référence IOTA (installation, Ouvrage travaux ou activités) à faire évoluer

Récépissé du 18/11/2022 transmis par courrier de la DTIE le 29/11/2022 n°1D22020064 ARM/SGA/DTIE/SDIE2D/DDE/BIC, informant le déclarant de la validité de son autorisation et de la date de début des travaux sur une durée maximale de 10 ans.

Dossier IOTA instruisant les limites du plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage dans le chenal du MAHURY, situé dans la zone portuaire de la base navale de Dégrad des Cannes, sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly. Les travaux de dragage constitutifs de ces aménagements relèvent

de la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

La rubrique concernée, annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Localisation	Rubrique	Intitulé rubrique	Critère	régime	Arrêtées de prescriptions générales
Base de défense de Guyane Zone portuaire Base navale de Dégrad des Cannes 97354 Rémire-Montjoly N°G2D : 973 309 501 V	4.1.3.0-3-b	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin : Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : Et dont le volume in situ dragué au cours des 12 mois consécutifs est supérieur ou égale à 5000 m3 sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord et à 500 m3 ailleurs ou lorsque le rejet est située à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marines, mais inférieur à 500 000 m3.	40 000 m3/an	D	23/02/01

Les plans de gestion des dragages sont actuellement soumis à un régime de déclaration. La présente déclaration prendra fin le 21 juin 2031, en même temps que l'autorisation environnementale à laquelle elle est adossée.

La situation environnementale ayant évolué. Le pétitionnaire souhaite faire évoluer le dossier la présente déclaration vers un dossier d'autorisation à 120 000 m3 par an

VIII - Localisation (commune, parcelle, coordonnées Lambert)

Dans le périmètre d'intervention.

Voies d'eau	Zone de sédimentation	Type de voies d'eau	Bief	Coordonnées UTM CSG 1967 (IGN 1995)	Coordonnées UTM CSG 1967 (IGN 1995)	Commune
FRKT063 MAHURY Masse d'eau de transition Zone sous AOT MINARM	FRKG101 socle bouclier Guyanais	Masse d'eau de transition – en entrée d'estuaire du MAHURY POLYHALINE	Le Mahury (91—0200)	<u>Limite gauche</u> <u>Point n°1</u> <u>X 359 481.44</u> <u>Y 536 493.44</u> 52°16'2,624"W 4°51'12,751"N	<u>Limite droite</u> <u>Point n°6</u> <u>X 359 611.95</u> <u>Y 536 491.27</u> 52°15'57,755"W 4°51'12,689"N	97306 Rémire-Montjoly

Incluant Zone portuaire Base navale de Dégrad des Canes / Base de défense de Guyane N°G2D : 973 309 501V				<u>Point n°2</u> <u>X 359 400.00</u> <u>Y 536 150.00</u> 52°16'4,624"W 4°51'6,937"N	<u>Point n°5</u> <u>X 359 696.00</u> <u>Y 536 310.00</u> 52°15'54,950"W 4°51'6,793"N	
				<u>Point n°3</u> <u>X 359 250.00</u> <u>Y 536 150.00</u> 52°16'9,483"W 4°51'1,556"N	<u>Point n°4</u> <u>X 359 920.00</u> <u>Y 536 080.00</u> 52°15'47,730"W 4°50'59,317"N	

IX - Conditions actuelles de fonctionnement et d'évolutions

Le littoral guyanais est une des côtes les plus dynamiques de la planète. Elle fait partie intégrante du système de dispersion des sédiments de l'Amazonie. Les sédiments sont charriés via des structures côtières nommées « bancs de vases ». Ces bancs de vase avancent à une vitesse maximum de 3 km/an en moyenne en Guyane. Les bancs de vase subissent des processus de migration transversaux et longitudinaux en fonction de la houle, de la configuration de la côte, de la nature de la vase, des courants. Ainsi, des secteurs dits « d'inter-bancs » subissent des phénomènes d'érosion, tandis que d'autres secteurs profitent d'une accrétion. La migration des bancs de vase implique que la mangrove est mobile en fonction de la poussée des sédiments.

Annuellement, la base navale de Dégrad des Canes engage des opérations de dragage, principalement du désenvasement et dernièrement depuis 2025, engage de grande opération de désensablement de son appontement, dont la position favorise une accrétion rapide et élevée de son stationnement maritime.

X - Nature et justification de la demande de modification de l'IOTA actuel

En application des dispositions de l'article R 214-40 du code de l'environnement, toutes modifications apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance de la direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement. En se référant à diverses études du phénomène (cf. annexe 6), l'actuel hydrodynamisme de l'estuaire est vecteur de grands changements et générateur d'un phénomène naturel d'ensablement de la base navale de Dégrad des Canes. La dynamique de l'ensablement et de progression rapide de la berge pose problème, la base navale étant implantée sur un banc sableux par nature très mobile (flèche sableuse). Cet ensablement se fait de manière pluri-décennale avec une tendance continue de progradation de la berge. Les phases d'engraissement s'opèrent par à-coups, en fonction des coups de mer de secteur NE, qui génèrent un transport sédimentaire de l'aval vers l'amont du fleuve, et de l'arrivée de sable du secteur.

Le constat d'ensablement de la base navale justifie la demande de modification du dossier loi sur l'eau de la base navale. Il y a eu une réadaptation des procédures dans l'extraction des sables et en particulier impose au site de procéder une gestion à terre des sédiments (à savoir que des opérations de désensablement ont déjà été réalisées par le passé, confirmant la récurrence de cette situation).

Ces changements géomorphologiques perturbent le fonctionnement de la base navale et compromettent les activités opérationnelles et logistiques de la Marine. L'accumulation de sable dans la zone portuaire, ayant pour conséquence la substitution de l'eau par du sable.

XI - Mission du titulaire

Au titre des divers constats de gestion obérée durant l'année 2025, ouvrant des engagements de surveillances plus accrus (bathymétrie – relevé drone), de la réalisation d'un plan de désensablement spécifique, et d'une demande d'augmentation de la capacité de prélèvement annuelle normalement fixée à 40 000 m³ à 120 000 m³ pour l'année 2025. Il est demandé au titulaire mettre en œuvre un nouveau dossier IOTA en autorisation pour permettre la prise en compte pérennisé d'un programme d'intervention de dragage adapté à la situation de l'estuaire du MAHURY. Une attention particulière sera portée sur :

- L'extension très importante de la plage et la gestion du trait de côte au droit de la BNdDC,
- L'intégration de la future cale de mise à l'eau à la zone de curage de l'appontement,
- Les nouvelles modalités d'interventions et de gestion des sédiments, des sables, à terre comme en mer,
- La gestion des sédiments à terre, et la mise en filière possible des sables auprès de divers partenaires (à noter qu'un plan de gestion des sédiments est actuellement en cours de rédaction – deux conventions de recueil des sédiments sont en cours de signature entre les différents partenaires)

L'objectif étant d'inclure les études d'impact idoines pour permettre la mise au jour d'un programme d'intervention de dragage et de curage de la zone de l'appontement et de la future cale de mise à l'eau de la BNdDC. Le titulaire devra nécessairement prendre en compte dans son étude IOTA les enjeux « appontement » et « opérationnel des navires à quai de l'unité Marine ».

Sachant que le risque majeur est de rendre inopérant le site militaire opérationnel de la base navale de Dégrad des Cannes, que le traitement trop tardif conduirait à des dommages matériels sur les navires et structurels sur le nouvel appontement. La mise en œuvre d'un schéma de réponse en intervention doit porter des actions sur :

- L'accumulation de sable dans la souille :
 - o Réduisant la profondeur disponible ;
 - o Limitant la manœuvrabilité des navires ;
- Limiter la dégradation des infrastructures fragilisées par la situation d'ensablement : La présence accrue de sable qui fragilise les ouvrages, dont certains sont très récents, et mette en péril ceux déjà existants (ras débordoir, pieux, duc d'albe).
- Une action potentielle et raisonnable sur le trait de côte, vis-à-vis d'une progradation rapide du terrain.
 - o Préserver l'activité de cette zone portuaire, dévolue aux bâtiments de la Marine Nationale et de la gendarmerie maritime.

Les nouveaux dossier IOTA, et ICPE, devront se muer dans nouvelle une base solide permettant aux services idoines en charge de la maintenance d'assurer une réaction agile, face à des événements rapides pouvant être de nature imprévue, et non maîtrisable.

XII - Fin de la Mission du titulaire

Afin de coordonner les processus au mieux, le titulaire assurera la continuité de sa mission jusqu'à l'obtention du nouvel arrêté d'exploitation IOTA et ICPE en liaison avec le pétitionnaire et la DID de Cayenne (chef de section gestion technique du patrimoine).

ANNEXES 1 à 8

Marché public de prestations intellectuelles

Objet :

Assistance à maîtrise d'ouvrage à la rédaction d'un nouveau dossier réglementaire IOTA [Autorisation] pour la base navale de Dégrad des Canes dans le cas de la réactualisation d'un plan de gestion pluriannuel de prélèvements pour des opérations de dragage et de désensablement de la zone d'apportement de l'unité Marine sur la commune de Rémire-Montjoly en Guyane Française.

Annexe 1 – arrêté R03-2025-06-18-00001 du 20/06/2025 actualisation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la base navale de Dégrad des canes et des modalités de maintien de l'accès aux ouvrages situés sur le fleuves Mahury, commune Rémire-Montjoly

Annexe 1.1 – Convention d'amarrage de 1984

Annexe 2 – arrêté d'approbation du 20/06/2025 de l'augmentation de l'activité de dragage relevant de la loi sur l'eau (rubrique 4.1.3.0-3a de la nomenclature) exploitée par la base navale de Dégrad des Canes et située sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly (Guyane)

Annexe 3 – arrêté antérieur 2022 valant récépissé de déclaration du plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage de la zone portuaire (rubrique 4.1.3.0.3-b) à 40 000 m3/an

Annexe 4 – porter à connaissance de Mars 2025 à AE*

Annexe 5 – Réunion rencontre du 05/02/2025 entre la Marine nationale – membre ODyC (DGTM, BRGM, CNRS)

Annexe 6 – arrêté R03-2025-08-13-00001 du 13/08/2025 portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet de construction d'une cale de mise à l'eau à Rémire-Montjoly en application de l'article R.122-2 du code de l'environnement.

Annexe 7 – plan de la zone de stationnement Maritime de la base navale de Dégrad des Canes - incluant la future cale de mise à l'eau, un profil d'ouvrage de 100 ml entrant dans le fleuve Mahury.

Annexe 8 – dossier photographique – prises de 2021 à 2025